

SAMIR AMIN

Le Forum Social Mondial est-il utile pour les luttes populaires ? Les formules des forums sociaux le sont-elles ?

1. Le succès indiscutable des forums sociaux mondiaux (et des forums nationaux et régionaux), depuis leur première édition (Porto Alegre 2001) à leur septième (Nairobi, 2007) démontre que la formule répondait à un besoin objectif effectif, ressenti par beaucoup de militants et de mouvements engagés dans leurs combats contre le néo-libéralisme et les agressions (jusqu'à militaires) de l'impérialisme. Dans ces combats mouvements et militants ont beaucoup rénové leurs formes d'organisation et d'intervention active dans la société.

Oui, la culture politique dominante de la gauche avait été marquée aux XIXe et XXe siècles par des pratiques fondées sur l'organisation verticale hiérarchisée des partis, des syndicats, des associations. Dans les circonstances de l'époque les mouvements qu'ils ont animés – transformations sociales radicales et réformistes, révolutions, libérations nationales – ont transformé le monde, dans un sens généralement favorable aux classes populaires.

Néanmoins les limites et contradictions propres à ces formes d'action sont apparues avec vigueur à partir des années 1980-1990. Le déficit démocratique de ces formes, allant jusqu'à l'auto-proclamation « d'avant gardes » armées de la connaissance « scientifique » et de la stratégie « efficace », sont à l'origine des déceptions ultérieures : réformes et révolutions ont porté au pouvoir des régimes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont fréquemment mal tenu leurs promesses, souvent dégénéré, parfois dans des directions criminelles. Ces échecs ont rendu possible la reprise de l'offensive du capital dominant et de l'impérialisme à partir des années 1980-1990.

2. Le moment d'euphorie du capital et de l'impérialisme - passés à l'offensive sous le drapeau du néo-libéralisme et de la mondialisation - a été de courte durée (1990-95). Très vite les classes populaires sont entrées dans le combat de résistance à cette offensive.

Oui, d'une manière générale, cette première vague de luttes s'est située sur les terrains de la résistance et de la riposte à l'offensive dans toute sa multidimensionalité : résistances au néo-libéralisme économique, au démantèlement des acquis sociaux, à la répression policière, aux agressions militaires de l'impérialisme US et de ses alliés. La chaîne de ces terrains de résistance est continue et, selon les circonstances de lieu, les luttes se sont déployées sur le terrain principal du défi immédiat auquel les peuples sont confrontés. Dans ce sens la revendication d'une régulation du marché ici, de la promotion des droits des femmes, de la défense de l'environnement, de la défense des services publics, de celle de la démocratie comme les résistances armées aux agressions des Etats Unis et de leurs alliés au Moyen Orient (Iraq, Palestine, Liban) sont indissociables les unes des autres.

Dans ces luttes de résistance les peuples ont innové. Beaucoup des anciennes forces politiques de la gauche organisée sont restées à l'écart de ces premières luttes, timides face à l'agression, parfois ralliées aux options libérales et impérialistes. Le mouvement a été amorcé par de « nouvelles forces », parfois d'une manière quasi « spontanée ». Dans leur déploiement ces forces ont promu le principe fondamental de la pratique démocratique : refusant la hiérarchie verticale, promouvant des formes horizontales de coopération dans l'action. Cette avancée de la conscience démocratique doit être considéré comme un progrès « civilisationnel ». Dans la

mesure où elle trouve son reflet dans les forums sociaux, ceux-ci doivent être donc considérés comme parfaitement « utiles » au développement des luttes en cours.

3. Les luttes de résistance ont enregistré des victoires incontestables. Elles ont amorcé (mais seulement amorcé) l'échec de l'offensive du capital et de l'impérialisme. Cet échec est patent dans toutes les dimensions de cette offensive.

Le projet étatsunien de contrôle militaire de la planète, indispensable pour garantir le « succès » de la mondialisation en place, les guerres « préventives » conduites pour en assurer l'effectivité (invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq, occupation de la Palestine, agression contre le Liban) sont déjà visiblement mises en échec politique.

Le projet économique et social dit néo-libéral, conçu pour donner une assise forte et stable à l'accumulation du capital – assurer le taux de profit maximal à tout prix – est, de l'avis même des instances qui en sont les auteurs (Banque Mondiale, FMI, OMC, Union Européenne), incapable d'imposer ses conditions. Il est en « panne » : le cycle de Doha de l'OMC est dans l'impasse, le FMI en déconfiture financière etc. La menace d'une crise économique et financière brutale est à l'ordre du jour.

4. Néanmoins il n'y a pas lieu de s'auto-féliciter de ces succès. Ils resteront insuffisants pour transformer les rapports de force sociaux et politiques en faveur des classes populaires, et, de ce fait, demeurent vulnérables tant que le mouvement ne sera pas passé de la résistance défensive à l'offensive. Seule celle-ci peut ouvrir la voie à la construction de l'alternative positive – « un autre monde possible », et meilleur bien entendu.

Le défi auquel les peuples en lutte sont confrontés est tout entier situé dans la réponse qu'ils donneront à la question posée ici : dans les termes exprimés avec force par François Houtart ; passer de la conscience collective des défis à la construction d'agents sociaux actifs de la transformation.

Ce défi concerne évidemment, bien au delà des Forums, les peuples eux mêmes. Dans quelle mesure la conscience collective trouve-t-elle son expression dans les Forums ? Celle-ci est certainement présente à des degrés de maturité inégaux, comme toujours dans l'histoire, selon les moments, les lieux et les mouvements concernés. Mais au delà, les Forums contribuent-ils à la progression nécessaire de la conscience à la construction d'agents de la transformation ? On tentera de répondre à la question plus loin.

La progression est et sera difficile. Car elle implique (i) la radicalisation des luttes et (ii) leur convergence dans la diversité (pour utiliser la formule du Forum Mondial des Alternatives) dans des plans d'action communs, lesquels impliquent une vision stratégique politique, la définition d'objectifs immédiats et plus lointains (la « perspective » qui définit l'alternative).

La radicalisation des luttes n'est pas celle de la rhétorique de leurs discours, mais l'articulation de celles-ci au projet alternatif qu'elles se proposent de substituer aux systèmes de pouvoir social en place : construire des hégémonies sociales (alliances et compromis de classes) s'imposant comme alternatives aux hégémonies sociales au pouvoir (celles des alliances dominées par le capital, l'impérialisme et les classes locales compradore à son service). Au delà d'une vague « coordination » des luttes (ou même simplement d'échanges de vues) qui ne permet pas de transcender leur émiettement (et leur faiblesse de ce fait), la convergence ne peut être que le produit d'une « politisation » (au bon sens du terme) des

mouvements fragmentés. Cette exigence est combattue par le discours de la « société civile apolitique », une idéologie directement importée des Etats Unis, qui continue à exercer ses ravages.

La convergence dans la diversité et la radicalisation des luttes trouveront leurs expressions dans la construction incontournable « d'étapes » (dont certains ne veulent pas même entendre le terme évoqué, tant il leur paraît synonyme de compromission et d'opportunisme) permettant (i) des avancées de la démocratisation (conçue comme un processus sans fin et non comme une recette définitive, fournie par le modèle de la démocratie politique représentative occidentale) associées (et non dissociées) du progrès social, et (ii) l'affirmation de la souveraineté des Etats, des nations et des peuples, imposant des formes de mondialisation négociée et non imposée unilatéralement par le capital et l'impérialisme.

Ces définitions du contenu de la construction alternative ne sont certainement pas acceptées par tous.

Certains estiment que la démocratie (pluripartisme et élections), fut-elle dissociée de la « question sociale » (soumise aux exigences du marché), vaut « mieux que rien ». Il reste que les peuples d'Asie et d'Afrique ne paraissent pas dans l'ensemble disposés à se battre pour cette forme de démocratie dissociée du progrès social (et même en fait associée dans le moment actuel à la régression sociale). Ils préfèrent souvent se rallier à des mouvements para religieux/ethniques fort peu démocratiques. On peut s'en lamenter ; il vaudrait mieux se poser la question du pourquoi. La « démocratie » ne peut être ni exportée (par l'Europe) ni imposée (par les USA). Elle ne peut être que le produit de la conquête des peuples du Sud à travers leurs luttes pour le progrès social, comme cela fut (et est) le cas en Europe.

La mention même de la nation, de l'indépendance nationale et de la souveraineté déclenche chez certains une crise d'urticaire aiguë. Le « souverainisme » est presque qualifié de « tare du passé ». La nation est à jeter aux ordures, la mondialisation l'aurait d'ailleurs déjà rendue obsolète. Populaire dans les classes moyennes européennes (pour des raisons évidentes liées aux problèmes de la construction de l'UE) cette thèse ne trouve aucun écho dans le Sud (ni aux Etats Unis et au Japon d'ailleurs !).

La transformation par étapes n'exclut pas l'affirmation de la perspective à long terme. Pour les uns, comme l'auteur de ces lignes, celle-ci est celle du « socialisme du XXI^e siècle » ; d'autres refusent le « socialisme » désormais pour eux pollué définitivement par sa pratique au siècle passé.

Mais, quand bien même le principe de la convergence serait-il admis, que sa mise en œuvre restera difficile. Car il s'agit de concilier (i) les avancées de la pratique démocratique acquise dans et par les luttes (renoncer nécessairement à la nostalgie des mouvements « commandés » par les « avant gardes ») (ii) les exigences d'unité dans l'action, modestes ou ambitieuses selon les conjonctures locales (nationales).

Le principe de la convergence nécessaire n'est pas accepté par « tous ». Certains courants dits « autonomistes », inspirés plus ou moins de formulations « post modernistes » le refusent. Les mouvements qu'ils inspirent doivent être respectés comme tels ; ils font partie du front des luttes. Certains vont jusqu'à prétendre que le mouvement, fut-il dispersé, construit par lui-même l'alternative, allant jusqu'à prétendre que le « sujet individuel » est déjà en voie de devenir l'agent de la transformation (la vision théorique de Negri). On peut bien entendu aussi

ne pas adhérer à cette thèse théorique. C'est le cas probablement de beaucoup des mouvements populaires puissants engagés dans de grandes luttes. On peut aussi penser (espérer ?) que des organisations héritées du passé – partis politiques, syndicats etc.- sont capables de se transformer dans le sens de la pratique démocratique exigée. Les penseurs des courants autonomistes affirment pouvoir changer le monde sans prendre le pouvoir. L'histoire dira si cela est possible ou illusoire.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de « grandes organisations » ou de « petites » le conflit oppose la « logique de lutte » (qui fait prévaloir les exigences de celle-ci) aux « logiques d'organisation » (qui font prévaloir les intérêts mis en jeu par les « directions » en place ou en attente de s'en saisir, la participation au pouvoir dominant en place, et de ce fait, favorisent « l'opportunisme »).

La convergence ne peut pas être construite aux niveaux mondial et régionaux si elle n'est pas mise en place d'abord aux niveaux nationaux car, qu'on le veuille ou pas, ceux-ci définissent et encadrent les défis concrets et c'est à ces niveaux que se fera ou que ne se fera pas le basculement des rapports de force sociaux et politiques au bénéfice des classes populaires. Les niveaux régionaux et mondial peuvent refléter les avancées nationales, sans doute les faciliter (ou tout au moins ne pas s'ériger en handicap), mais guère plus.

5. Des avancées dans des directions ouvrant la voie à la construction de l'alternative ont lieu en ce moment même, en Amérique latine, faisant contraste avec leur absence, ou presque, ailleurs, en Europe, Asie et Afrique.

Ces avancées, au Brésil, en Argentine, Venezuela, Bolivie, Equateur et leur succès visible à venir possible ailleurs – Mexique, Pérou, Nicaragua – sont précisément le produit de la radicalisation de mouvements ayant atteint le niveau de masse critique efficace et de leur convergence politique. Il s'agit « d'avancées révolutionnaires » dans le sens qu'elles ont amorcé le basculement des rapports sociaux et politiques au bénéfice des classes populaires. Leur succès est dû à leur réponse pratique réelle associant démocratie de la gestion des mouvements et cristallisation politique de leurs projets, surmontant l'émiettement, dominant ailleurs.

Que les pouvoirs d'Etat que ces avancées ont produits « posent problème », qu'ils risquent de s'enliser sous la pression des contraintes extérieures et de celles des classes locales privilégiées, qui le nierait ? Faut-il pour autant mépriser les possibilités que ces changements (du pouvoir !) ouvrent aux mouvements populaires ? Ces pouvoirs permettent d'autres avancées, fondées sur l'association (et non la dissociation) de l'affirmation de l'indépendance nationale (vis à vis des USA), de la démocratisation et du progrès social.

Ailleurs l'image de la réalité, en dépit des luttes, est moins avantageuse.

En Europe la priorité accordée à la « construction de l'Union Européenne » favorise le glissement au social libéralisme, les illusions entretenues par la rhétorique de la « troisième voie » et du « capitalisme à visage humain ». Le « mouvement » parviendra-t-il par lui-même à surmonter ces handicaps ? Personnellement j'en doute fort et pense que des changements décisifs d'orientation du pouvoir politique constituent un préalable, en particulier la rupture avec l'atlantisme (l'OTAN est l'ennemi des peuples européens). D'autres ne le pensent pas. En Europe orientale, en passe de devenir dans ses relations réelles avec l'Allemagne et

l'Europe occidentale l'analogie de ce que fut (et est encore) l'Amérique latine dans ses rapports avec les USA, les illusions sont encore plus grandes.

En Asie et en Afrique on assiste dans le moment actuel à des dérives que nous qualifions de « culturalistes » qui alimentent l'illusion de projets prétendus « civilisationnels » fondés sur des rassemblements para religieux ou ethniques. Le discours sur la « diversité culturelle » vient souvent ici au secours de cette enfermement dans des impasses. Ce discours est, au demeurant, parfaitement toléré (voire encouragé) par le pouvoir du capital et de l'impérialisme.

En « savoir » davantage à cet endroit – comment cette association s'est imposée - , en « savoir » davantage sur les raisons de la stagnation relative du mouvement ailleurs, sur leur déclin ou défaite dans certains cas, s'impose. Cela devrait constituer l'axe essentiel de nombreux débats, dans les Forums et ailleurs. Les Forums Mondiaux, lieux de rencontre, sont peu équipés pour offrir un cadre adéquat à l'approfondissement de ces débats. Les Forums nationaux (voire régionaux) le sont, ou peuvent l'être davantage.

6. Les propositions rédigées dans « l'Appel de Bamako » (janvier 2006) répondaient, par leur intention même, à appeler à donner plus d'importance à l'approfondissement des débats de cette nature. Il ne s'agit que de « propositions » - et non de « décisions » imposées (qui en aurait l'audace n'aurait aucun pouvoir effectif de leur donner suite !). Celles-ci ont été naturellement refusées par principe par les courants autonomistes extrêmes comme par la montagne d'ONGs « apolitiques ». Mais elles font leur chemin ailleurs.

La Charte du FSM n'interdit en aucune manière des initiatives du type de celle de Bamako, dont au demeurant l'Appel a été endossé par des Assemblées de Mouvements. Cette initiative a pourtant irrité le « Secrétariat » du FSM. Pourquoi ? Peut-être parce que celui-ci ne partage pas sur le fond les propositions contenues dans cet Appel. Faut-il en conclure que le Secrétariat a pris en fait position avec les ONG « apolitiques » (et peut être les courants autonomistes extrêmes) pour la fermeture du Forum aux autres courants d'action ? Que le document en question – rédigé par 200 participants en un jour et une nuit – fasse état d'insuffisances, voire de contradictions, qui le nierait ? Faut-il par ailleurs accuser ses rédacteurs « d'arrogance d'intellectuels », d'attitudes « avant gardistes » dépassées, voire de motivations politiques dangereuses ? Il faudrait démontrer que les courants autonomistes extrêmes ne produisent rien qui ne soit le produit spontané, éloquent et cohérent, de l'expression directe des masses ; que les « intellectuels » qui formulent les thèses de ces courants n'existent pas ! Il faudrait démontrer que les ONG « apolitiques » ne tiennent pas des discours qui, en fait, ont un sens politique évident, en reprenant à leur compte les rhétoriques des institutions du pouvoir (réduction de la pauvreté, bonne gouvernance, culturalisme exacerbé etc.).

7. Les Forums Mondiaux ont une histoire, et une préhistoire. Ils ne sont pas apparus brutalement sans préparation. François Houtart, Bernard Cassen et d'autres ont rappelé les étapes essentielles de cette histoire, depuis l'anti Davos à Davos (1999) et d'autres initiatives.

Proposer une « évaluation » de leur déploiement sur les sept dernières années n'est pas l'objet de ce papier. Même si l'on pense que leur succès est certain et leur impact réel (ce qui est notre cas) ; il n'en reste pas moins que l'accent doit être mis non sur l'auto félicitation mais sur les faiblesses.

Les instances « responsables » de la gestion réelle des Forums sont diverses (Secrétariat, Conseil International, « directions » des principaux mouvements et des ONG représentés). Elles sont des lieux de pouvoirs, par définition et comme toujours (et il serait naïf de l'ignorer). Leur préoccupation souvent dominante est de s'auto évaluer au regard de critères internes de performance, de nature souvent fort banale (quantité de participants, nombre – peut être qualité – des débats, questions matérielles d'organisation directe). Le véritable critère dévaluation est « externe » aux Forums : contribuent-ils à faciliter la progression (plutôt que la stagnation, voire le recul) des luttes ? Il serait souhaitable que cette dimension du défi trouve un écho plus grand dans les assemblées et réunions organisées par ces instances.

Portant la critique un peu plus loin nous oserons dire que les Forums mondiaux souffrent d'un « déséquilibre » (grandissant ?) dans la présence de leurs participants. Opérations couteuses à l'extrême en argent et en investissement de travail intellectuel, les Forums attirent plus des ONG (parfois évidemment dévoués au soutien des luttes) dotées de personnel et de moyens de financement – celles du Nord, mais aussi, en termes brutaux, celles de leurs « clientèles » du Sud – que les grands mouvements en lutte. Des centaines de millions de paysans engagés dans des luttes féroces, des peuples entiers faisant face aux mitraillettes et aux bombes de l'occupant impérialiste, font parfois entendre leur voix ici ou là dans un « atelier ». Mais beaucoup d'autres organisations – parfois insignifiantes par la portée de leur action – disposent de « dix ateliers » pour faire leur « propagande ». Disons le franchement : certaines de ces organisations sont partie du système (et constituent des « soupapes de sécurité ») plutôt qu'elles ne sont partie de l'alternative. La question de « l'ouverture des Forums » (dont le principe ne doit pas être remis en question) fait problème. Sa gestion doit être l'objet d'une plus grande attention.

Ces « défauts » des Forums mondiaux se retrouvent dans les Forums nationaux. Mais ici la proximité immédiate des forces en conflit avec l'ordre existant favorise, au moins potentiellement, le dépassement des faiblesses évoquées ici. Les bilans – positifs ou moins – dépendent des conditions concrètes de lieux et de la nature des handicaps (concurrences politiques nationales) comme des facteurs favorables (radicalisation des luttes).

8. La reconstruction d'un « front des pays et des peuples du Sud » constitue l'une des conditions fondamentales pour l'émergence d'un « autre monde », non fondé sur la domination impérialiste.

Sans sous estimer en quoi que ce soit l'importance des transformations de toutes natures qui ont trouvé leur origine dans les sociétés du Nord dans le passé et le présent, celles-ci sont demeurées jusqu'aujourd'hui attelées au char de l'impérialisme. On ne devrait donc pas s'étonner que les grandes transformations à l'échelle mondiale ont trouvé leur origine dans la révolte des peuples des périphéries, de la Révolution russe (le « maillon faible » de l'époque) à celle de la Chine et au front des Non Alignés (Bandoung) qui ont contraint, un moment, l'impérialisme à ,lui, « s'ajuster » à des exigences en conflit avec les logiques de son expansion. Cette page, celle de Bandoung et de la Tricontinentale (1955-1980), d'une mondialisation qui fut multipolaire est tournée.

Les conditions de la mondialisation en place interdisant un « remake » de Bandoung. Les classes dirigeantes des pays du Sud, à l'heure actuelle, tentent de s'inscrire dans cette mondialisation, qu'elles espèrent parfois pouvoir infléchir en leur faveur, mais qu'elles ne combattent pas. Celles-ci se partagent en deux groupes de « pays » : ceux qui ont un projet

« national » (dont la nature – capitaliste pour l’essentiel mais nuancé par les concessions ou leur absence en faveur des classes populaires, mais néanmoins en conflit ouvert ou feutré avec les stratégies de l’impérialisme – est à discuter au cas par cas), comme la Chine ou les pays émergents d’Asie et d’Amérique latine ; ceux qui n’ont pas de projet et acceptent de « s’ajuster » unilatéralement aux exigences du déploiement impérialiste (il s’agit alors de classes dirigeantes compradore).

Des alliances à géométrie variable sont en voie de constitution entre les Etats (les gouvernements), dont on a vu l’émergence au sein de l’OMC. On ne doit pas traiter par le mépris les possibilités que ces rapprochements peuvent ouvrir aux mouvements des classes populaires (sans tomber dans l’illusion).

Un front des « peuples du Sud », allant bien au delà des rapprochements entre classes dirigeantes, est-il possible ? Handicapée par les dérives « culturalistes » signalisées plus haut et les confrontations qu’elles entraînent entre peuples du Sud (sur des bases pseudo religieuses ou pseudo ethniques) la construction de ce front reste difficile. Elle sera moins problématique si et dans la mesure où les Etats « ayant un projet » pourraient – sous la pression de leurs peuples – évoluer dans un sens plus résolument anti impérialiste. Cela implique que leurs projets sortent des ornières de l’illusion que des pouvoirs résolument et exclusivement « capitaliste nationaux » sont en mesure d’infléchir en leur faveur la mondialisation impérialiste et de permettre à leurs pays de devenir des agents actifs dans la mondialisation impérialiste, participant au façonnement du système mondial (et non s’ajustant unilatéralement à celui-ci). Ces illusions sont encore grandes et renforcées par les rhétoriques nationales comme par celles qui flattent les « pays émergents » (en voie de « rattrapage ») développées par les institutions au service de l’impérialisme. Mais dans la mesure où les faits démentiront ces illusions, de nouveaux blocs nationaux populaires et anti impérialistes pourront se frayer la voie et faciliter l’internationalisme des peuples. Il faut espérer que les forces progressistes du Nord le comprendront et le soutiendront.

9. En conclusion on dira que « l’avenir des Forums » dépend moins de ce qui se passera « en leur sein » que de ce qui se développera ailleurs, dans les luttes des peuples et dans l’évolution de la géostratégie des Etats.

Cette conclusion n’invite à aucun pessimisme concernant les Forums, mais elle invite à la modestie dans l’évaluation de leurs réalisations.

En parallèle donc (et non en conflit) avec la poursuite des actions militantes des Forums, d’autres formes d’intervention sont nécessaires, permettant l’approfondissement des débats en vue d’actions communes (au delà de la « journée » de protestation mondiale contre la dette, ou les guerres préventives, ou pour l’affirmation des droits des femmes, de l’accès à l’eau etc.).

Le Forum Mondial des Alternatives depuis sa création en 1997 est engagé dans cette voie. Réseau de nombreux « think tanks » directement articulés sur des forces sociales et politiques en lutte contre le système, il tente d’animer des groupes de travail (et non seulement d’échanges de vue) facilitant peut être l’émergence de fronts d’actions communes. A titre d’information : groupes de syndicalistes (« reconstruire le front uni du travail »), de mouvements paysans (« imposer l’accès au sol au bénéfice de tous les paysans »), de forces politiques non alignés sur les politiques mondiales du capital et de l’impérialisme (travaillant

sur les questions de droit international ou de réforme du système des Nations Unies comme de celle des systèmes de la gestion économique de la mondialisation etc.).

Beaucoup d'autres « réseaux » nationaux, régionaux et mondiaux, déploient des efforts méritoires allant dans des directions comparables. On n'en fera pas la longue liste, mais rappellera seulement – à titre d'exemples – ce qu'ATTAC représente en France, ou les travaux de « Focus ou Global South », ARENA et tant d'autres.

Il serait hautement souhaitable, dans la perspective du renforcement de l'efficacité des Forums, qu'une plus grande présence de ces programmes trouve son reflet dans les Forums.
